

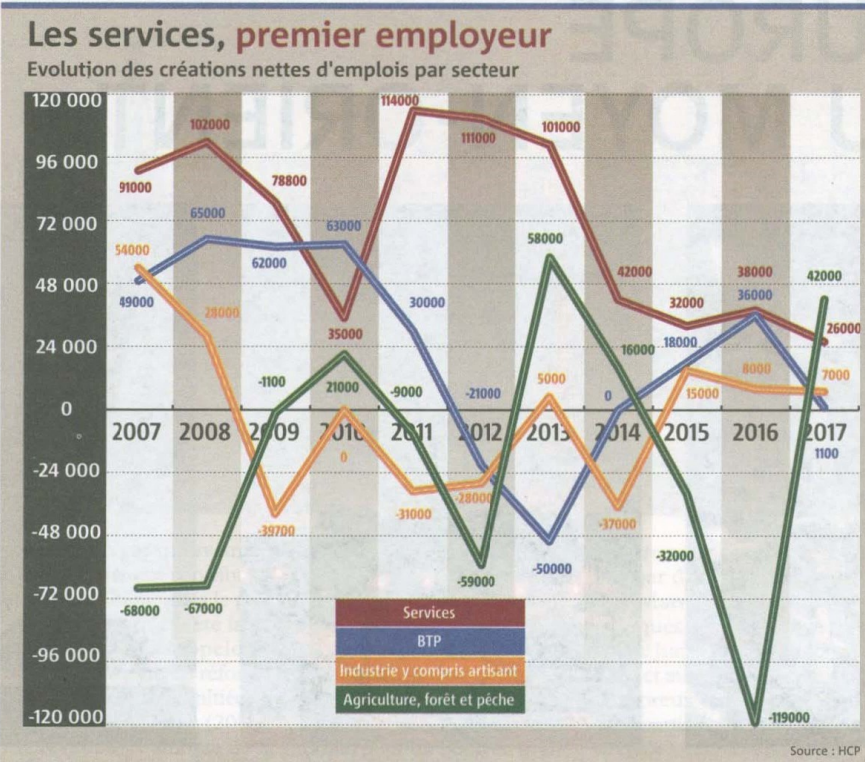
Les secteurs qui créent de l'emploi et ceux qui en perdent

■ Deux secteurs, l'industrie et le BTP, semblent retrouver, depuis trois ans, un certain dynamisme en matière de création d'emplois.

■ La forte hausse de la productivité du travail dans l'agriculture fait passer ce secteur au deuxième rang des pourvoyeurs d'emplois.

Les derniers chiffres publiés par le HCP sur le marché du travail, en particulier la partie relative aux créations d'emplois en 2017, avaient suscité sinon des réticences, à tout le moins des interrogations de la part de certaines parties concernées. Quels étaient ces chiffres et, plus généralement, comment a évolué l'emploi par secteur d'activité au cours des dix dernières années ?

L'enquête de 2017 sur le marché du travail élaborée sur la base d'un échantillon élargi à 90 000 ménages au lieu de 60 000 précédemment (et dont la totalité des données seront publiées dans quelques jours), contrairement à ce qui a pu être dit ici et là, laisse penser que deux secteurs sont en train de retrouver un certain dynamisme en matière de création d'emplois. Le premier, c'est l'industrie, y compris l'artisanat : 7 000 emplois nets en 2017 et une moyenne annuelle de 10 000 au cours des trois dernières années. Relativement à d'autres secteurs,



c'est évidemment un niveau de création encore faible. Mais quand on sait qu'entre 2000 et 2014, l'industrie, y compris l'artisanat, n'a créé que 1 000 emplois nets par an en moyenne, le progrès est évident. Il faut bien voir que, par exemple, durant les années 2009, 2011, 2012 et 2014, l'industrie n'a pas créé d'emplois, elle en a perdu respectivement 39 700, 31 000, 28 000 et 37 000 (les pertes ou les gains s'entendent en termes de soldes nets entre les créations et les destructions d'emplois). Cette mauvaise passe qu'a traversée le secteur industriel sur le front de l'emploi, deux facteurs principaux peuvent l'expliquer. D'une part, le recul de l'industrie du textile et cuir, fortement concurrencée par l'arrivée sur le marché international d'opérateurs plus puissants, notamment

OBSERVÉES SUR UNE LONGUE PÉRIODE, LES CRÉATIONS D'EMPLOIS DANS LES SERVICES SEMBLENT ACCUSER UN CERTAIN RALENTISSEMENT. CECI AUTORISERAIT À CONSIDÉRER QUE, PROBABLEMENT, IL N'Y EUT PAS VÉRITABLEMENT UNE RÉALLOCATION DES EMPLOIS ENTRE SECTEURS ; ENTRE L'AGRICULTURE ET LES SERVICES, EN L'OCCURRENCE

d'origine asiatique. En 2014, par exemple, sur les 37 000 emplois perdus dans l'industrie, 32 000 l'ont été dans la branche textile et cuir. Et entre 2008 et 2014, cette branche a perdu quelque 120 000 emplois, selon une étude du HCP réalisée en 2015, spécifiquement sur cette activité.

Les transformations sociales impactent les créations d'emplois

En raison de l'hétérogénéité de sa structure productive (plus de la moitié des unités de cette branche emploient moins de 6 personnes et seulement 16% occupent plus de 50 personnes et disposent d'une comptabilité), cette activité paraît par conséquent assez fragile, sensible à la concurrence étrangère et aux perturbations de la conjoncture, comme la crise de 2008,

par exemple. Il se trouve que la branche textile et cuir pèse encore lourd dans l'emploi industriel ; elle y contribue pour environ 42%.

Le deuxième facteur à l'origine du recul de l'emploi dans l'industrie, jusqu'en 2014, s'explique par la hausse, notamment depuis 2007, de la productivité du travail, résultat d'un fort accroissement en dépenses de capital. Tout au long de cette période et même depuis la fin de la décennie 90, l'industrie occupe la deuxième place dans la structure de l'investissement avec une part de 20% par an en moyenne dans la formation brute du capital fixe (FBCF) entre 2007 et 2015 et près de 21% entre 1998 et 2015. En termes plus prosaïques, on dira que...la machine a beaucoup remplacé l'homme et c'est normal, compte tenu de l'émergence de nouvelles industries nécessitant davantage de capital et moins de main-d'œuvre. Conséquence, presque mécanique, l'emploi recule. De 13,2% en 2000, l'emploi industriel est en effet retombé à 11% de l'emploi total aujourd'hui.

Avec ces résultats positifs, en termes de création d'emplois, réalisés trois années de suite – ce qui ne s'est pas vu depuis au moins 2007 (voir graphique) – assistons-nous à une nouvelle dynamique dans le secteur industriel ? Trop tôt pour le savoir.

Le second secteur qui paraît entamer une sortie de la léthargie dans laquelle il était plongé depuis 2011, c'est le bâtiment et travaux publics (BTP). En 2017, ce secteur n'a créé que 1 100 emplois nets, c'est vrai, mais sur les trois dernières années, la moyenne est de 18 400 postes par an. Là encore, le rythme des créations reste en deçà de ce qu'il a pu être par le passé, en particulier entre 2000 et 2011, avec une moyenne de 47 000 emplois nets par

an. C'était, on s'en souvient, la période des grands projets d'infrastructures et de l'extraordinaire expansion des activités immobilières, soutenue par une croissance exponentielle du crédit bancaire. L'emploi dans le BTP a ainsi grimpé de 6% à près de 10% de l'emploi total entre 2000 et 2010. Mais à partir de 2011, le secteur a commencé à s'essouffler et le nombre d'emplois créés cette année-là a d'ailleurs été inférieur de 52,4% par rapport à celui de l'exercice précédent. Puis, l'année suivante, 2012, le secteur tombe carrément en récession : les créations d'emplois ont été négatives deux années de suite, et la troisième année le résultat a été nul avec zéro emploi.

Cela dit, avec la généralisation de l'éducation et la forte urbanisation du pays, au sens de migration des populations des campagnes vers les centres urbains, entre autres, le BTP ne serait peut-

être pas le secteur sur lequel il faudrait trop compter en matière d'emplois. Et puis, cette activité, elle aussi, n'est pas vraiment à l'abri de la mécanisation, du recours de plus en plus accru à des procédés de construction n'exigeant pas trop de main-d'œuvre, comme c'était le cas naguère. C'est dire que la reprise observée dans l'industrie comme dans le BTP au cours des trois dernières années est à considérer à l'aune des transformations que connaissent ces activités, d'une part, et des exigences, de plus en plus grandes, de nouveaux demandeurs d'emploi.

Quelle réallocation d'emplois entre secteurs ?

Reste les deux gros pourvoyeurs d'emplois que sont l'agriculture et les services. Le premier a créé 42 000 emplois nets en 2017, soit la moitié des postes créés par l'ensemble des secteurs

d'activité. Mais cela vient après des pertes d'emplois sur deux années successives : -119 000 en 2016 et -32 000 en 2015. Plus généralement, sur la dernière décennie, cette activité a connu, en matière d'emplois, une évolution très erratique. Cela est sans doute lié à l'état de la pluviométrie et donc à la situation conjoncturelle du secteur, mais aussi, et c'est probablement le facteur le plus décisif, aux transformations qui l'affectent, directement ou indirectement. Directement par la modernisation des activités agricoles, et indirectement par l'émergence progressive de générations relativement plus éduquées, rechignant de ce fait à s'adonner au travail de la terre. Il est significatif à cet égard que la part des aides familiales – majoritairement localisées en milieu rural – dans l'emploi total a baissé de 25,4% en 2007 à moins de 22% en 2017. Une étude du HCP sur le rendement

des investissements au Maroc, publiée en 2016, a d'ailleurs montré que le secteur primaire (agriculture, forêt, pêche et services annexes) est celui qui a réalisé la meilleure productivité du travail sur toute la période qui va de 1998 à 2014 (+5,3% par an en moyenne). Mieux encore, la productivité globale de ce secteur a enregistré au cours de la même période la croissance la plus rapide (+5,8% en moyenne annuelle).

Moyennant ces évolutions, l'agriculture, après avoir été longtemps le premier employeur du pays, repasse à la deuxième place. Au début de la décennie 2000, en effet, cette activité assurait près de 46% de l'emploi total. Aujourd'hui, cette part est de 39%. Précisément, la première place est désormais occupée par le secteur des services, qui emploient plus de 40% de la population active occupée. En 2017, ce sont 26 000 emplois nets

qui ont été créés dans les services, au lieu de 38 000 en 2016.

Toutefois, observées sur une longue période, les créations d'emplois dans les services semblent accuser un certain ralentissement. Ceci autoriserait à considérer que, probablement, il n'y eut pas véritablement une réallocation des emplois entre secteurs ; entre l'agriculture et les services, en l'occurrence. Ce serait celui-là justement le talon d'Achille de l'économie marocaine : quand des emplois sont perdus, du fait de la modernisation des structures de production en vue d'une plus grande valeur ajoutée, ils ne sont pas, ou pas suffisamment, remplacés ailleurs. C'est sans doute la principale raison qui fait que le chômage, depuis une dizaine d'années, est resté quasiment au même niveau, soit un taux de plus ou moins 10% ■